

F. 91 — 3259

**29 AOUT 1991. — Ordonnance
relative à la conservation de la faune sauvage
et à la chasse**

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107 de la Constitution.

Art. 2. § 1^{er}. Toutes les espèces de mammifères, oiseaux, batraciens et reptiles vivant à l'état sauvage, ainsi que les nids (les nids habités ou en construction, de même que les nids abandonnés) et les œufs (les œufs complets ou évidés ainsi que les coquilles d'œufs des espèces qui entrent dans le champ d'application de la présente ordonnance) sont protégés.

§ 2. Cette protection implique l'interdiction :

- a) de les chasser, tuer, blesser, capturer, détenir en captivité et perturber;
- b) de les transporter, offrir en vente, céder à titre gratuit ou onéreux, acheter ou livrer;
- c) d'endommager ou de détruire intentionnellement leurs œufs, leurs habitats, refuges ou nids ainsi que de ramasser leurs œufs.

Art. 3. L'Exécutif pourra déroger à cette interdiction. Toutefois, une dérogation ne peut être décidée par l'Exécutif que lorsque les deux conditions ci-après sont remplies :

1. Elle ne peut être admise que pour éviter des dommages à des biens privés ou publics, ou pour des motifs de conservation de l'environnement et de la nature ou pour des raisons d'hygiène et de santé publique humaine ou animale.

L'Exécutif détermine lui-même ce qu'il convient d'entendre par « motifs de conservation de l'environnement et de la nature » et « pour des raisons d'hygiène et de santé publique humaine ou animale ».

2. Elle doit être édictée uniquement après avis du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale qui pourra consulter le Conseil supérieur bruxellois de la Conservation de la Nature.

Le Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale est cependant tenu de se prononcer dans un délai de trois semaines maximum après réception de la demande d'avis émanant de l'Exécutif. L'Exécutif ne tient pas compte de l'avis ou des avis qui seraient donnés passé ce délai.

En cas de dérogation, l'Exécutif détermine lui-même les procédés de chasse, de capture ou de destruction qui pourraient être utilisés. Il désigne lui-même les fonctionnaires et, le cas échéant, les particuliers autorisés à appliquer ces procédés. Il fixe lui-même le sort à réserver aux animaux chassés, capturés ou détruits et à leur dépouille éventuelle.

Les mesures arrêtées par l'Exécutif mentionneront :

- les espèces qui font l'objet de dérogations ;
- les moyens, installations ou méthodes de capture ou de mise à mort autorisés ;
- les conditions de risque et les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles ces dérogations peuvent être accordées ;
- l'autorité habilitée à déclarer que les conditions exigées sont réunies, à décider quels moyens, installations ou méthodes peuvent être mis en œuvre, dans quelles limites et par quelles personnes ;
- les contrôles qui seront opérés.

(1) Session ordinaire 1989-1990.

Documents du Conseil. — A — 8/1. Proposition d'ordonnance. — A — 8/2. Amendements. — A — 8/3. Amendements. — A — 8/4. Amendements.

Session ordinaire 1990-1991.

Documents du Conseil. — A — 8/5. Rapport et amendements après rapport. — A — 75/1 et 2. — A — 76/1 et 2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 juillet 1991.

N. 91 — 3259

**29 AUGUSTUS 1991. — Ordonnantie
betreffende de bescherming van de wilde fauna
en betreffende de jacht**

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107 *quarter* van de Grondwet.

Art. 2. § 1. Worden beschermd : alle soorten zoogdieren, vogels, kikvorsachtigen en reptielen die in het wild leven, de bewoonde nesten, de nesten in opbouw en de verlaten nesten, de volle of lege eieren, alsmede de eierschalen van de soorten waarop deze ordonnantie van toepassing is.

§ 2. Door deze bescherming is het verboden :

- a) er jacht op te maken, hen te doden, te vangen, gevangen te houden of te verstoren;
- b) hen te vervoeren, te koop aan te bieden, er gratis of tegen vergoeding afstand van te doen, hen te kopen of te leveren;
- c) hun eieren, habitat, schuilplaats of nest opzettelijk te beschadigen of te vernietigen of de eieren uit de nesten te roven.

Art. 3. De Executieve kan afwijkingen op dit verbod toestaan. Zij kan echter alleen een afwijking toestaan wanneer de twee volgende voorwaarden worden vervuld :

1. Een afwijking is enkel mogelijk om schade aan privé- of openbare goederen te vermijden, of omwille van milieu- of natuurbehoud of omwille van de hygiëne en redenen inzake volksgezondheid of gezondheid van de dieren.

De Executieve bepaalt echter zelf wat zij verstaat onder « omwille van milieu- of natuurbehoud » en « omwille van de hygiëne en redenen inzake volksgezondheid of gezondheid van de dieren ».

2. De afwijking wordt enkel toegestaan na advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest die de Brusselse Hoge Raad voor Natuurbehoud kan raadplegen.

De Raad voor Leefmilieu van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest is echter verplicht zich binnen de drie weken na ontvangst van het adviesverzoek van de Executieve uit te spreken, zoniet houdt de Executieve niet langer rekening met het advies of de adviezen van de betrokken raden.

In mogelijk geval van afwijking bepaalt de Executieve zelf de jacht-, vangst- en vernietigingswijzen. Zij wijst zelf de ambtenaren aan en in voorkomend geval de particulieren die met deze opdrachten belast worden. Zij bepaalt zelf wat er gebeurt met de dieren waarop wordt gejaagd, die worden gevangen genomen of vernietigd en met hun eventueel kadaver.

De door de Executieve vastgestelde maatregelen vermelden :

- de soorten waarvoor de afwijkingen worden toegestaan ;
- de toegelaten middelen, installaties of methodes voor het vangen of het doden van dieren ;
- de gevaarstoestanden, de tijdsspanne en de plaats bij mogelijke afwijkingen ;
- de gemachtigde overheid die kan verklaren dat de vereiste voorwaarden bestaan, die kan beslissen welke middelen, installaties of methoden gebruikt kunnen worden, binnen welke grenzen en door welke personen ;
- de controles die worden uitgevoerd.

(1) Gewone zitting 1989-1990.

Dokumenten van de Raad. — A — 8/1. Voorstel van ordonnantie. — A — 8/2. Amendementen. — A — 8/3. Amendementen. — A — 8/4. Amendementen.

Gewone zitting 1990-1991.

Dokumenten van de Raad. — A — 8/5. Verslag en amendementen na verslag. — A — 75/1 en 2. — A — 76/1 en 2.

Volledig verslag. — Bespreking en goedkeuring. Vergadering van 18 juli 1991.

Art. 4. L'article 6, alinéas 2 et 3, et l'article 10 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse sont abrogés. L'article 10 est remplacé par la disposition suivante : « Il est interdit de détenir, de transporter, de commercialiser toute espèce protégée en vertu d'une disposition de droit international, national ou régional sous peine d'une amende de 100 à 1 000 francs. L'Exécutif détermine annuellement après consultation entre les Exécutifs régionaux, les périodes de commercialisation du gibier. »

Art. 5. Sans préjudice de la compétence des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale contrôlent l'application de la présente ordonnance.

Ces fonctionnaires peuvent, dans l'exercice de leur mission :

— procéder à des contrôles, enquêtes et examens et recueillir toutes les informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions de la présente ordonnance sont observées :

— interroger toute personne sur les faits dont la connaissance est utile au contrôle de l'application de la présente ordonnance;

— saisir ou faire saisir sur place les armes ou tous engins ou dispositifs qui ont été utilisés par le contrevenant à la présente ordonnance;

— se faire produire sans déplacement tous documents ou pièces prescrits à l'article 4 de la présente ordonnance, en prendre copie ou les emporter contre récépissé;

— requérir l'assistance de la police communale ou de la gendarmerie;

— dresser procès-verbal en cas d'infractions. Sous peine de nullité, une copie du procès-verbal devra être portée à la connaissance du contrevenant dans les quinze jours qui suivent la constatation de l'infraction;

— prescrire des mesures urgentes et provisoires de nature à réduire le dommage causé aux mammifères, batraciens, reptiles vivant à l'état sauvage.

Les animaux capturés, vendus ou achetés en infraction à la présente ordonnance seront remis en liberté.

Les animaux blessés seront remis dans le centre de soins le plus proche.

Les cadavres d'animaux ou parties de ceux-ci seront détruits sauf si les agents de l'autorité jugent utile de faire pratiquer une autopsie et/ou des examens particuliers, notamment en vue d'instruire une plainte éventuelle. Dans ce cas, après examens et/ou autopsie, les restes de la dépouille seront détruits.

Les fonctionnaires désignés par l'Exécutif sont chargés de l'accomplissement des tâches visées aux trois alinéas précédents.

Art. 6. § 1^{er}. Est puni d'une amende de 100 à 1 000 francs celui qui a contrevenu à la présente ordonnance ou à ses arrêtés d'application.

§ 2. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 500 à 5 000 francs ou d'une de ces peines seulement celui qui sciemment ou dans un esprit de lucre a contrevenu à la présente ordonnance ou à ses arrêtés d'application.

§ 3. Est puni des mêmes peines celui qui se soustrait ou fait obstacle d'une quelconque manière à l'exécution de la mission de contrôle et de surveillance dont sont investis les agents qualifiés.

Ces peines seront doublées lorsque l'infraction a été commise sur un oiseau de proie.

Seront punis d'une amende de 10 à 50 francs ceux qui auront sciemment laissé chasser leurs chiens sur les terres d'autrui, sans préjudice de l'action civile en cas de dommages.

La peine est doublée lorsque l'infraction est commise par temps de neige et par temps de gel.

Les infractions prévues par la présente ordonnance seront doublées, lorsqu'elles auront été commises au moyen d'une arme prohibée, lorsque les délinquants étaient déguisés ou masqués, ou lorsque les faits auront été commis en bande ou pendant la nuit.

Art. 4. Artikelen 6, 2e en 3e lid en artikel 10 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht worden opgeheven. Artikel 10 wordt door de volgende bepaling vervangen : « Het is verboden, straffe van een boete van 100 tot 1 000 frank, soorten die beschermd zijn krachtens een internationale, nationale of regionale bepaling, in gevangenschap te houden, te transporteren en in de handel te brengen. De Executieve bepaalt jaarlijks de periodes van het in de handel brengen van het wild, na overleg tussen de gewestelijke Executieven. »

Art. 5. Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheid van de ambtenaren van de gerechtelijke politie gaan de door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve aangewezen ambtenaren de toepassing van deze ordonnantie na.

Deze ambtenaren mogen bij de uitoefening van hun opdracht :

— elke controle uitvoeren, elke enquête houden en elk onderzoek instellen, alsmede alle inlichtingen inwinnen die ze nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van deze ordonnantie worden nageleefd :

— alle personen ondervragen over de feiten die nuttig zijn om na te gaan of deze ordonnantie wordt toegepast;

— ter plaatse overgaan tot het inbeslag nemen of het doen inbeslag nemen van de wapens of tuigen die door de overtreder van deze ordonnantie werden gebruikt;

— zich zonder verplaatsing alle in artikel 4 van deze ordonnantie bepaalde boeken en bescheiden doen voorleggen, er kopie van nemen of tegen ontvangstbewijs meenemen;

— de hulp inroepen van de gemeentepolitie of de rijkswacht;

— bij inbreuk een proces-verbaal opstellen. Op straffe van nietigverklaring moet de overtreder binnen de vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding een kopie van het proces-verbaal ontvangen;

— dringende en voorlopige maatregelen uitvaardigen om de aan in het wild levende zoogdieren, kikkvorsachtigen en reptielen berokkende schade te verminderen.

De in overtreding van deze ordonnantie gevangen, verkochte of gekochte dieren worden opnieuw vrijgelaten.

De gewonden dieren worden overgebracht naar het dichtbijgelegen hulpcentrum.

De krenge van dieren of gedeelten ervan zullen vernield worden behalve indien de agenten van de overheid het nuttig achten een lijkshouwing en/of bijzondere onderzoeken uit te voeren onder meer om eventueel een klacht in te dienen. In dit geval zullen na onderzoek en/of lijkshouwing de resten van het kadaver worden vernietigd.

De door de Executieve aangewezen ambtenaren worden belast met de in de vorige drie leden bedoelde opdrachten.

Art. 6. § 1. Wordt gestraft met een boete van 100 tot 1 000 frank, hij die deze ordonnantie of de uitvoeringsbesluiten ervan overtreedt.

§ 2. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met een boete van 500 tot 5 000 frank of met slechts één van deze straffen, hij die opzettelijk of uit winstbejag deze ordonnantie of de uitvoeringsbesluiten ervan overtreedt.

§ 3. Wordt gestraft met dezelfde straffen, hij die zich onttrekt aan of op enigerlei wijze hindert bij de uitvoering van de controle- of toezichtopdracht waarmee de bevoegde ambtenaren bekleed zijn.

Deze straffen worden verdubbeld wanneer de overtreding op een roofvogel werd begaan.

Worden gestraft met een boete van 10 tot 50 frank, degenen die wetens en willens hun honden laten jagen op de gronden van anderen, onverminderd burgerlijke vervolging in geval van schade.

De straf wordt verdubbeld wanneer de overtreding bij sneeuwweer of bij vriesweer begaan wordt.

De door deze ordonnantie bepaalde inbreuken worden verdubbeld wanneer ze met een verboden wapen werden gepleegd, wanneer de overtreder vermoad of gemaskerd waren of wanneer de feiten in bende of gedurende de nacht werden gepleegd.

Les peines prévues par la présente ordonnance seront portées au double à l'égard des employés des douanes, gardes champêtres ou forestiers, gendarmes qui se rendront coupables, de l'une des infractions prévues par la présente ordonnance.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 août 1991.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et
Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et
de l'Emploi,

C. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique
et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,

R. GRJJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,

L.-L. THYS

De door deze ordonnantie bepaalde straffen worden verdubbeld ten opzichte van de doeanebedienden, de veld- of boswachters of rijkswachters die een van de in deze ordonnantie bepaalde inbreuken plegen.

Konding deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 augustus 1991.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en
Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en
Tewerkstelling,

C. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt
en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting,
Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,

G. DESIR

De Minister van Economie,

R. GRJJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer
en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,

L.-L. THYS

F. 91 — 3260

14 MARS 1991. — Arrêté complétant l'arrêté royal du 16 novembre 1988 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, IX, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 janvier 1989;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes confirmé par la loi du 6 décembre 1984, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 1988 fixant la date de l'entrée en vigueur partielle de l'article 14 de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1988 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office régional bruxellois de l'Emploi;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mars 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le Comité subrégional de l'emploi de Bruxelles a cessé d'exister à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 1990 portant création du Comité régional bruxellois à l'insertion socio-professionnelle, soit le 28 septembre 1990;

N. 91 — 3260

14 MAART 1991. — Besluit tot aanvulling van het koninklijk besluit van 16 november 1988 tot vaststelling van de organisatie en de werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, IX, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 januari 1989;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces bekrachtigd door de wet van 6 december 1984, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 1988 tot vaststelling van de datum van gedeeltelijke inwerkingtreding van artikel 14 van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1988 tot vaststelling van de organisatie en de werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;

Gelet op de beraadslaging van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 14 maart 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Subregionaal Comité voor Arbeidsvoorziening voor Brussel niet meer bestaat sinds de inwerkingtredingsdatum van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 12 juli 1990 tot oprichting van het Brusselse Gewestelijk Comité voor socio-professionele inschakeling, met name 28 september 1990;